

**ACTUALITÉ COMMERCIALE ET SOCIÉTÉS**

➤ **Qui veut la fin se donne les moyens**

- La clause de non-concurrence souscrite dans le cadre d'un pacte d'associés par un actionnaire également salarié doit comporter, pour être valable, une contrepartie financière (Cass. Com. 15 mars 2011).

➤ **Tous les mots ne sont pas bons à dire**

- La rédaction d'une lettre d'intention est un exercice périlleux où l'intention peut se transformer en obligation lourde de conséquences.
- La société mère qui utilise l'expression « faire en sorte que » au bénéfice de sa filiale s'engage ainsi à une obligation de résultat (Cass. Com. 17 mai 2011).

➤ **Les absents ont toujours tort**

- L'administrateur d'une société anonyme ne peut invoquer le non-respect des droits de la défense dès lors qu'il ne s'est pas rendu à l'assemblée décidant sa révocation, quand bien même celle-ci n'était pas inscrite à l'ordre du jour de cette assemblée (CA Paris 28 avril 2011). Affaire à suivre...

➤ **Le livre d'inventaire est mort, vive l'inventaire !**

- La loi du 17 mai 2011 a supprimé l'obligation comptable pour les commerçants (personnes physiques ou morales) de tenir un livre d'inventaire, qui faisait double emploi avec les comptes annuels.
- Toutefois, la suppression du livre en tant que support matériel n'implique pas celle de l'inventaire annuel, qui reste obligatoire, pour contrôler physiquement l'existence et la valeur des éléments actifs et passifs du patrimoine de l'entreprise.

➤ **Mieux vaut pendant la sauvegarde que jamais**

- Une société placée sous sauvegarde n'étant, par définition, pas en état de cessation des paiements, doit accéder aux demandes de remboursement de comptes courants d'associés qui sont, sauf convention contraire, remboursables à tout moment (Cass. Com. 10 mai 2011).

➤ **Il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier**

- Le transporteur dispose d'une action directe en paiement de ses prestations contre l'expéditeur et contre le destinataire, qui se prescrit par un an.
- Attention, l'interruption de la prescription de l'action contre l'un ne vaut pas contre l'autre. Aussi, mieux vaut agir contre chacun d'eux (Cass. Com. 12 juillet 2011).

➤ **Mieux vaut prévenir que subir**

- Lorsqu'un contrat de prestations de services conclu entre un professionnel et un consommateur ou un non-professionnel comporte une clause de tacite reconduction, le professionnel doit, préalablement au préavis de dénonciation, rappeler par écrit à son client qu'il dispose de la faculté de ne pas reconduire ce contrat. A défaut, le client peut y mettre fin gratuitement et à tout moment après la date de reconduction.
- Pour une application aux personnes morales (Cass. Civ. 1<sup>ère</sup> 23 juin 2011), pour une non-application aux sociétés commerciales (Cass. Com. 6 septembre 2011).

➤ **Après l'ICC et l'ILC, l'ILAT : entre les trois mon cœur balance**

- L'ICC (Indice du Coût de la Construction) reste l'indice légal de référence de fixation des loyers commerciaux à défaut d'accord des parties pour appliquer l'ILC (Indice des Loyers Commerciaux), destiné aux activités commerciales et artisanales, ou l'ILAT (Indice des Loyers des Activités Tertiaires), destiné notamment aux locaux à usage exclusif de bureaux, aux professions libérales et aux plates-formes logistiques (Loi du 17 mai 2011).

**ENTRÉE EN VIGUEUR DES NORMES**

➤ **Pourquoi faire compliqué quand on peut simplifier la vie des entreprises ?**

- Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011, les décrets et arrêtés concernant les entreprises ne peuvent, sauf cas spécifiques, entrer en vigueur qu'au 1<sup>er</sup> janvier ou au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année (Circulaire du Premier Ministre du 23 mai 2011).

## AVIS DE TEMPÊTE FISCALE

> **Donner coûte de plus en plus cher**

- Les réductions de droits de donation, variant de 50% à 10% selon l'âge du donateur et selon la nature de la transmission, sont supprimées sauf, sous certaines conditions, lorsque la donation porte sur la pleine propriété d'une entreprise ou de droits sociaux inclus dans un pacte Dutreil.
- Le délai au-delà duquel les donations antérieures sont dispensées de rapport fiscal est repassé de 6 à 10 ans.
- Les taux des droits de succession et de donation en ligne directe sont relevés de 35% à 40% pour l'avant-dernière tranche du barème et de 40% à 45% pour la dernière tranche.

> **Tour de vis sur la taxation des plus-values immobilières (hors résidence principale)**

- A compter du 1<sup>er</sup> février 2012, le taux de l'abattement pour durée de détention est abaissé et devient progressif, selon les modalités suivantes :
  - Entre 6 et 17 ans : 2% par an
  - Entre 18 et 24 ans : 4% par an
  - Entre 25 et 30 ans : 8% par an
 Ainsi, l'exonération totale de la plus-value ne sera acquise qu'au bout de 30 ans de détention du bien (contre 15 ans auparavant).
- Pour ceux qui pensaient constater la plus-value réalisée en apportant leur bien à une SCI avant le 1<sup>er</sup> février 2012, c'est trop tard : ces nouvelles règles s'appliquent rétroactivement depuis le 25 août 2011 aux apports en société de biens immobiliers.

> **Exit tax : la fin du tourisme fiscal ?**

- Depuis le 3 mars 2011, les contribuables détenteurs de droits sociaux qui transfèrent leur domicile fiscal hors de France sont soumis à l'IR et aux prélèvements sociaux sur les plus-values latentes afférentes à ces droits.
- Un sursis de paiement automatique est accordé en cas de transfert du domicile dans un Etat membre de l'UE.

> **Dépêchez-vous de partager**

- Le taux du droit de partage dû en cas de partage successoral, divorce etc. est porté de 1,1% à 2,5% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

> **Une énième hausse des prélèvements sociaux**

- Le taux global des prélèvements sociaux sur les revenus du capital et produits de placement est porté de 12,3% à 13,5% en 2011.

> **Cessions de titres de participation : une exonération en péril**

- Les sociétés imposables à l'IS sont exonérées d'impôts sur les plus-values lors de la cession de leurs titres de participation détenus depuis plus de 2 ans, sauf sur une quote-part de frais et charges du résultat net des plus-values de cession.
- Cette quote-part passe de 5% à 10% pour les exercices ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**RÉFORME DU REPORT DES DÉFICITS : COUP DUR POUR LES SOCIÉTÉS EN RETOURNEMENT**> **Le report en avant plafonné**

- L'imputation des déficits fiscaux antérieurs sur les bénéfices que la société réalisera au titre d'un exercice futur est désormais plafonnée à 1 M€ majoré de 60% du bénéfice excédant cette limite.
- La société est donc imposée sur 40% du bénéfice de l'exercice excédant 1M€.
- L'excédent du déficit non imputé reste reportable sur les exercices suivants.

> **Le report en arrière (carry-back) limité**

- Le report ne pourra s'exercer que sur le bénéfice de l'exercice précédent et dans la limite d'1 M€.

> **Et tout ça pour hier !**

- Ces mesures sont applicables aux déficits constatés au titre des exercices clos depuis le 21 septembre 2011.

**ZONE DÉPRESSIONNAIRE FISCALE AVEC DE RARES ÉCLAIRCIES**

> **Quelques mesures à venir\***

- Instauration provisoire d'une contribution exceptionnelle de 3% sur la fraction des revenus des ménages excédant 250.000 € par part, et de 4% pour celle excédant 500.000 €
- Une nouvelle réduction de 10% serait appliquée sur l'ensemble des niches fiscales déjà rabotées dans le cadre de la Loi de Finances pour 2011.

> **Administrateurs, gare aux emplois fictifs !**

- Une société ne peut déduire les jetons de présence qu'elle verse à un administrateur lorsque celui-ci ne participe pas au conseil d'administration et n'a par ailleurs aucune activité ou mission particulière confiée dans le cadre de son mandat (CAA Versailles 15 juillet 2010).

> **Abattement en ligne directe : quand l'administration se ravise**

- Dans une décision de rescrit du 26 juillet 2011, l'administration revient sur sa position antérieure (Rép. Le Nay : AN 23 novembre 2010) en considérant que les petits-enfants qui succèdent à l'un de leurs grands-parents après renonciation de leur père ou mère, enfant unique, ne peuvent pas bénéficier de l'abattement en ligne directe (159.325 € en 2011).

> **Cession à l'étranger de titres de sociétés à prépondérance immobilière : le notaire comme passage obligé**

- Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011, ces cessions doivent obligatoirement être constatées par acte notarié en France afin d'éviter que les titres ne soient cédés à l'étranger sans acquitter le droit proportionnel d'enregistrement de 5%.

> **Contribuables redressés : vous n'avez pas le droit à l'erreur**

- La réponse à une proposition de rectification envoyée par un contribuable à un service incompétent et à une adresse erronée vaut acceptation du redressement (CE 15 avril 2011).

> **Cession d'entreprise, le fisc peut faire preuve de bienveillance**

- Les contribuables qui cèdent leur entreprise pour des raisons de santé avant d'avoir atteint l'âge légal de départ à la retraite peuvent demander le remboursement de l'impôt sur la plus-value acquitté dès lors qu'ils obtiennent une carte d'invalidité dans les deux années de la cession (Rép. Huyghe : AN 17 mai 2011).

**PACTE DUTREIL : LE DERNIER ELDORADO**

> **Le principe**

- Moyennant la conclusion, pour une durée globale de 6 ans, d'engagements collectif et individuels de conservation des titres de sociétés exerçant une activité opérationnelle, la base taxable aux droits de donation ou de succession est réduite de 75%.

> **Le bonus**

- En combinant cet abattement de 75% avec l'abattement général en ligne directe de 159.325 € applicable par parent et par enfant, la transmission est totalement exonérée à hauteur de 637.300 € (159.325 / 0,25).
- Ainsi, un couple ayant 3 enfants peut leur transmettre des parts ou actions qu'ils détiennent dans une société, et ce en exonération de droits à concurrence de 3.823.800 € (637.300 x 2 parents x 3 enfants).

> **Le jackpot en limitant la transmission à la nue-propriété**

- La valeur imposable de la nue-propriété d'un bien transmis est égale à une fraction de sa valeur en pleine propriété déterminée en fonction de l'âge de l'usufruitier.
- Lorsque l'usufruitier est âgé entre 51 ans et 60 ans inclus, la fraction imposable est de 50%, ce qui porte l'exonération totale à 1.274.600 € (637.300 / 0,5).
- Ainsi, pour un couple ayant 3 enfants, l'exonération totale est portée à 7.647.600 € (1.274.600 x 2 parents x 3 enfants).

\* Projet de Loi de Finances pour 2012

**SÉCURITÉ AU TRAVAIL :  
UNE OBLIGATION IMPÉRIEUSE**

- > **Le malaise qui fait mal**
  - Un salarié fait un malaise lors d'un entretien préalable à licenciement. La CPAM rejette la qualification d'accident du travail. L'entreprise notifie alors le licenciement.
  - Postérieurement, la CPAM annule sa décision et accepte la prise en charge comme accident du travail... le licenciement est annulé : l'employeur aurait dû avoir connaissance de l'origine professionnelle de l'accident ! (Cass. Soc. 29 juin 2011).
- > **Aptitude - Inaptitude : stop ou encore**
  - Le fait de ne pas renouveler un CDD, suite à un avis d'aptitude avec réserves émis par le médecin du travail, est discriminatoire car lié à l'état de santé et ouvre droit à des dommages-intérêts pour le salarié (Cass. Soc. 25 janvier 2011).
  - Mais la loi permet désormais de rompre de façon anticipée le CDD d'un salarié déclaré inapte par le médecin du travail (Loi du 17 mai 2011).
- > **Pénibilité et Egalité H/F : le compte à rebours a commencé !**
  - Sous peine de pénalités financières, les entreprises d'au moins 50 salariés ou faisant partie d'un groupe de cette taille doivent avoir négocié un accord ou établi un plan d'actions applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**PRESCRIPTION C2J : la piqûre de rappel**

- L'indispensable **visite médicale** : à l'embauche puis tous les 24 mois, mais également à la reprise après un arrêt de travail de plus de 21 jours.
- Le fameux **document unique d'évaluation des risques** : inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail, il doit être établi sur un support écrit ou numérique, mis à jour chaque année et tenu à la disposition de tous. Il doit intégrer les risques psycho-sociaux dans l'entreprise.
- Le non moins important **plan d'action** : actions de prévention, d'information, de formation...

**FAUTE INEXCUSABLE :  
PEU D'ÉCHAPPATOIRES**

- > **Rappel : une définition difficilement contournable**
  - Le manquement à l'obligation de sécurité de résultat à laquelle est tenu l'employeur a le caractère de faute inexcusable dès lors que l'employeur avait ou aurait dû avoir conscience du danger auquel était exposé le salarié et qu'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour l'en préserver (Cass. Ass. Plén. 24 juin 2005).
- > **De lourdes conséquences : l'avènement de la réparation intégrale**
  - Outre une rente majorée de la Sécurité Sociale dont l'employeur devra assumer la charge, la victime est désormais en droit de demander réparation de l'ensemble des dommages subis du fait de l'accident ou de la maladie professionnelle, les limitations prévues par l'article L.452-3 du Code de la Sécurité Sociale ayant été jugées contraires à la Constitution (Cass. Soc. 30 juin 2011).
- > **Une incursion remarquée des risques psycho-sociaux**
  - Constitue un accident du travail et relève de la faute inexcusable la tentative de suicide d'un salarié à son domicile, dès lors qu'il a pu établir que son déséquilibre psychologique résultait d'une dégradation continue de ses conditions de travail et du comportement de son employeur (Cass. Soc. 22 février 2007).
  - Il en est de même lorsque l'employeur n'a pas pris les mesures nécessaires pour protéger un salarié du stress auquel il était exposé du fait de son activité professionnelle, en ne recherchant que des solutions en termes de mobilité professionnelle ou de délégation vers la médecine du travail, et en l'absence de mesures appropriées pour détecter les facteurs de stress rencontrés par ses salariés (TASS Nanterre 17 décembre 2009).

**Faire-part de naissance : le CSP (Contrat de sécurisation professionnelle) remplace la CRP depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2011**

- Les nouveaux formulaires sont accessibles sur le site du Pôle Emploi : <http://pole-emploi.fr>